

Immanuel WALLERSTEIN

Directeur du Centre Fernand-Braudel, Binghamton
et chercheur associé à l'université Yale aux États-Unis

(1999)

“ Les dilemmes actuels des capitalistes. ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel WALLERSTEIN (1999)

“ Les dilemmes actuels des capitalistes ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte intitulé : ““ Les dilemmes actuels des capitalistes.”

[Autorisation accordée le 26 juin 2003 par courrier électronique.]

[L'auteur est directeur du Centre Fernand-Braudel, Binghamton et chercheur associé à l'université Yale aux États-Unis] Courriel du professeur: immanuel.wallerstein@yale.edu

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition complétée le 27 juin 2003 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

Première tendance de longue durée : [L'augmentation du coût du travail.](#)

Question : [Comment réagit le capitaliste ?](#)

Question : [Pourquoi dans cet autre endroit le niveau historique des salaires est-il moins élevé ?](#)

Question : [Pourquoi ces gens sont-ils prêts à accepter cette situation ?](#)

Deuxième tendance de longue durée : [L'augmentation des coûts des matériaux](#)

Question : [Quelle est la signification du phénomène ?](#)

Question : [Comment réagir, que faire ?](#)

Troisième tendance de longue durée : [L'augmentation du coût de bien-être : l'éducation, la santé et la sécurité sociale](#)

Question : [Que veulent-ils ?](#)

Question : [Quelle sera la provenance du financement ?](#)

Le néolibéralisme comme mouvement idéologique de ces vingt dernières années s'est principalement attaqué à trois cibles :

- La réduction du coût réel du travail.
- La minimalisation des dépenses ayant un rapport avec les questions liées à l'écologie et l'internalisation des coûts.
- La réduction de l'État de bien-être.

Quatrième tendance : [L'État fort, pilier essentiel du capitalisme, s'effrite.](#)

Question : [Quelle en est l'explication ?](#)

“ Les dilemmes actuels des capitalistes ”

<http://fbc.binghamton.edu/iwbrxcap.htm>

L'auteur est directeur d'études associé, École des hautes études en sciences sociales (Paris), président de l'Association internationale de sociologie (AIS). Courriel du professeur: immanuel.wallerstein@yale.edu

[You are free to download this paper or send it electronically to others. If you wish to translate it into another language, or to publish it in a printed medium or on another web site, you must obtain formal authorization from the author.]

Ces jours-ci les hérauts du capitalisme proclament que le capitalisme est arrivé à son apogée, qu'il a triomphé définitivement, que nous nous trouvons face à un avenir radieux. Moi, je suis un vieux partisan de Schumpeter qui a expliqué dans son livre qui date de 50 ans que le capitalisme en tant que système historique qu'il a bien apprécié va inévitablement à sa mort, non à cause de ses échecs mais à cause de ses réussites. Je voudrais élaborer cette thèse aujourd'hui en la situant dans l'angle de mon maître Fernand Braudel, la longue durée. Je prétends que loin d'avoir triomphé définitivement, loin de nous trouver face à un avenir radieux, le capitalisme en tant que système historique est arrivé actuellement à un cul-de-sac avec des dilemmes desquels il ne peut plus sortir. Puisqu'il ne va pas en sortir, d'ici 25, 50 ans il n'y aura plus de capitalisme ; il y aura quelque chose d'autre.

Pour cela je me mets dans la longue durée et je n'entrerais dans les questions tout à fait pertinentes mais conjoncturelles afin de discuter le problème

structurel, les tendances de longue durée qui créent les dilemmes pour les capitalistes.

Première tendance de longue durée : *L'augmentation du coût du travail.*

[Retour à la table des matières](#)

Pour n'importe quel capitaliste, la réduction du coût du travail constitue l'un de ses problèmes majeurs. Lorsqu'un rapport de forces s'établit entre l'employeur et le travailleur, il se dégage un niveau moyen de salaire à une époque déterminée et en un endroit donné.

D'ordinaire après un certain laps de temps, en un lieu dit "développé", les travailleurs se syndiquent, d'une manière ou d'une autre, et mettent au premier plan de leurs revendications, soit sur le lieu même du travail, soit dans l'arène politique, une hausse du salaire réel. Même s'il faut attendre 25, 30 ou 50 ans les travailleurs obtiendront une certaine hausse de salaire réelle, car, en période d'expansion économique, le plus important pour l'employeur est de maintenir la continuité du travail et d'éviter les arrêts de travail. L'employeur tentera par tous les moyens de minimiser les coûts des transactions. Cependant à un moment donné une stagnation économique va apparaître dans l'économie-monde, et le problème de la réalisation concurrentielle avec d'autres produits va se poser. À ce moment précis il faudra trouver les moyens de réduire effectivement les prix entraînant ainsi à nouveau le problème de coût du travail.

Question : **Comment réagit le capitaliste ?**

Le capitaliste va délocaliser ! Ce processus, appelé en anglais le "runaway factory" existe depuis 500 ans déjà. L'employeur délocalise vers un endroit où le niveau "historique" des salaires est moins élevé.

Question :

Pourquoi dans cet autre endroit le niveau historique des salaires est-il moins élevé ?

Il s'agit d'une région où les gens viennent de quitter soit une région rurale, soit une région qui était beaucoup moins commercialisée. Les personnes qui se présentent sur le marché du travail sont alors prêtes à accepter un salaire inférieur d'après les normes mondiaux.

Question :

Pourquoi ces gens sont-ils prêts à accepter cette situation ?

Ces gens sont prêts à accepter cette situation car dans cette région, individuellement, le salaire inférieur sur le plan mondial est plus important que ce qu'ils auraient pu obtenir en restant par exemple dans le milieu rural. On pourrait alors supposer que "tout le monde est satisfait". La réponse est cependant négative car, après un certain temps ces travailleurs vont s'habituer à leur nouvelle vie urbaine, et se rendre de combien bas sont leurs salaires. Donc, ils commencent à s'organiser, s'organiser politiquement, et eux aussi ils obtiendront une hausse de salaire 25 à 50 ans plus tard. À ce moment, le capitaliste pense à se délocaliser une nouvelle fois . C'est ce que l'on appelle un processus répété, qui résout le problème des hausses de salaires dans certaines régions en recherchant des salaires plus bas dans d'autres. Toutefois le processus n'est pas infini. En fin de compte, tout dépendra des réserves disponibles. De nombreuses entreprises et industries ont été délocalisées, des endroits reculés ont été recherchés. Aujourd'hui nous sommes devant -non- la prolétarisation du monde mais la déruralisation de celui-ci. Le phénomène est pratiquement achevé et le prétends qu'à ce moment, la possibilité de compenser les hausses de salaires dans certaines régions géographiques avec de plus bas salaires dans d'autres, ne sera plus possible et donc sur le plan global on assistera à une hausse effective du salaire réel des travailleurs, ce qui signifie une contrainte réelle sur le profit. Cette tendance de longue durée aboutit aujourd'hui, à son terme, à la suite de 500 années de développement.

Deuxième tendance de longue durée : *L'augmentation des coûts des matériaux*

[Retour à la table des matières](#)

Pour faire un bon profit il est nécessaire de minimiser les coûts des matériaux et le principal moyen pour réduire ces coûts est de ne pas les payer entièrement. C'est ce que j'appelle "le sale secret du capitalisme" ce qui, en d'autres mots signifie que les capitalistes ne paient pas leurs factures en totalité. C'est ce que pudiquement les économistes classiques appellent : "l'externalisation des coûts"

Question :
Quelle est la signification du phénomène ?

En prenant par exemple le problème de la toxicité dans son sens le plus large, on assiste à la destruction des ressources naturelles. Si l'on transporte des produits chimiques comprenant des déchets toxiques, et on les jette dans la rivière, cela ne coûte presque rien au producteur. Si l'on a besoin de bois, et décime les forêts, en n'entretenant rien pour les restaurer, encore une fois cela réduit les coûts du producteur. Un parallélisme peut se faire avec le coût du travail. On délocalise successivement de la même manière que l'on coupe les forêts. C'est le système dans lequel "quelqu'un d'autre" que le capitaliste paie une partie des coûts des matériaux, et ce "quelqu'un d'autre", c'est l'État qui doit, soit procéder au lavage des matériaux, soit procéder au remplacement de ceux-ci.

Les infrastructures sont une autre externalisation des coûts qu'il ne faut pas négliger. Le coût de celles-ci est imposé à la population en générale mais les profits vont à certaines parties de la population.

Cette tendance de longue durée peut parfaitement se mettre en parallèle avec la première tendance. Cela dépendra de la possibilité de trouver de nou-

veaux lieux : après une rivière il y aura une autre rivière, après une forêt il y aura une autre forêt. Et à la suite de 500 années d'un tel développement on aboutit fatalement à une limite plus ou moins géographique du processus. Ce processus explique, d'ailleurs, l'importance actuelle du mouvement écologiste, non que le phénomène écologiste existe pour la première fois, mais il est apparent mondialement pour la première fois.

Question :
Comment réagir, que faire ?

Certains veulent effectuer un lavage mondial des toxicités mais le coût réel de ce lavage est énorme. En parle-t-on sérieusement ? L'État interviendrait-il, et s'il intervient, sur qui va-t-il prélever l'impôt ? Si l'État prélève l'impôt sur les industriels ceux-ci se plaindront car leurs profits seront fortement réduits rendant par là impossible l'exercice de leurs activités. Et étant donné la facture réelle, ils ont raison.

De plus, si on ne fait pas en sorte que ces toxicités ne réapparaissent les dépenses d'un grand lavage mondial ne serviront à rien. De là, la nécessité de minimiser la reproduction de tels dégâts écologiques et d'insister essentiellement sur l'internalisation de tous les coûts. En présence de déchets, c'est l'entreprise qui devra les nettoyer et les inclure dans ses coûts de production. D'une manière identique si l'entreprise épuise des ressources naturelles, c'est à elle que revient le soin de faire en sorte que leur remplacement se réalise et de les inclure dans les coûts de production. La réaction de l'entrepreneur sera de prétendre qu'on ne peut augmenter les coûts de production suite à la contrainte -profit- car le prix de vente ne peut être augmenté que dans certaines limites. Plusieurs alternatives existent. Soit on le fait et il y aura une énorme contrainte sur les profits ; soit et plus probablement on ne le fait pas, ou on ne le fait effectivement qu'en partie, avec pour résultat les conséquences évoquées par les écologistes.

Troisième tendance de longue durée :

*L'augmentation du coût de bien-être :
l'éducation, la santé et la sécurité sociale*

[Retour à la table des matières](#)

Cette tendance dérive de la situation politique globale. Dès le XIXe siècle un mouvement social égalitariste existe et diverses concessions ont été octroyées aux ouvriers et aux pauvres en général dans le but de limiter leurs revendications. Aujourd'hui la population considère comme normal un certain niveau de dépenses des États comme réponse à ses revendications.

Question :
Que veulent-ils ?

Trois éléments de base essentiellement :

- L'éducation pour les enfants.
- La santé pour toute la famille.
- La sécurité sociale, c'est-à-dire le revenu minimal à vie.

Le coût de ces dépenses est énorme au regard de la tendance ascendante de la courbe du seuil d'anticipation, à savoir, que les gens d'aujourd'hui exigent le double de ce qu'ont exigés leurs pères, à ne pas parler de leurs grands-pères, et leurs enfants s'attendent à encore davantage, davantage de dépenses d'éducation, davantage de dépenses de santé et davantage de dépenses pour le revenu minimal à vie. De plus ces revendications s'étendent géographiquement, les demandes n'émanent non plus seulement de l'Europe et de l'Amérique du Nord mais également de Chine, des Indes et de l'Afrique.

Question :
Quelle sera la provenance du financement ?

La réponse se retrouve à travers l'action de l'État par l'impôt. On peut d'ailleurs observer une croissance continue de celui-ci, ce qui constitue aussi une tendance de longue durée. On peut véritablement évoquer une crise fiscale des États entraînant la constitution de mouvements anti-impôts avec souvent le paradoxe que ce sont ces mêmes personnes qui revendiquent plus de dépenses d'éducation et de santé.

Le néolibéralisme comme mouvement idéologique de ces vingt dernières années s'est principalement attaqué à trois cibles :

- La réduction du coût réel du travail.
- La minimalisation des dépenses ayant un rapport avec les questions liées à l'écologie et l'internalisation des coûts.
- La réduction de l'État de bien-être.

Aussi, au regard de ce qui a été entrepris par Madame Thatcher au Royaume-Uni et Monsieur Reagan aux États-Unis, les deux pays de pointe sur ces questions, force est de constater que la réduction des coûts a été relativement faible, et que la réaction politique pour ne parler que de cela a eu lieu dans les deux pays, et évidemment encore plus forts dans d'autres pays. Je ne donne que peu de chances de survie à cette version politique du néolibéralisme. Les capitalistes se retrouvent donc face à de nombreux dilemmes de contraintes des possibilités de profits à moyen terme.

Quatrième tendance :

L'État fort, pilier essentiel du capitalisme, s'effrite.

[Retour à la table des matières](#)

Ce quatrième point n'est pas directement un problème de contrainte sur les profits. Il s'agit en fait véritablement d'un problème politique. En effet, contrairement aux idées reçues les capitalistes ne sont pas à proprement parler anti-étatique. Ils dépendent des États et ils ont besoin d'eux. Un grand capitaliste ne pourra faire de grands profits sans un monopole relatif, le libre marché parfait étant son plus grand ennemi car il rend impossible les profits intéressants. Ce renforcement des pouvoirs des États s'est réalisé graduellement depuis 500 ans jusqu'à aujourd'hui ou plus précisément jusqu'il y a plus ou moins 25 ans, quand pour la première fois le pouvoir des États commençaient à s'effriter.

Question :

Quelle en est l'explication ?

Durant le XIXe siècle, après la Révolution française, avec l'acceptation de la normalité du changement politique, avec l'acceptation plus ou moins généralisée du concept de souveraineté du peuple, la situation était potentiellement révolutionnaire et afin de "limiter les dégâts", des idéologies ont émergé de manière à contenir la population. Il s'agit du conservatisme à droite, du libéralisme au centre et du socialisme et du radicalisme à gauche. Le libéralisme était le mieux placé pour dominer la scène de ce que j'appelle "la géoculture" de l'économie-monde et ce du fait que tant le conservatisme que le socialisme sont devenus des avatars, des variantes du libéralisme, en acceptant la nécessité de faire des réformes, gérées essentiellement par des spécialistes. Ces spécialistes promettaient un avenir radieux pour tout le monde et offraient l'espérance d'une situation meilleure pour les enfants et petits-enfants en échange d'une certaine patience. Je prétends que les grands mouvements de la "vieille gauche" - mouvement communiste, social-démocrate et de libération nationale - ont tous participés à ce langage. Le discours était le suivant: "ayez confiance en nous et non aux bourgeois libéraux, ayez

confiance en nos experts". Durant le XIXe siècle ces mouvements, face à la recherche d'une stratégie politique ont longuement débattu et sont finalement arrivés à une stratégie dite de deux étapes, à savoir : dans un premier temps l'objectif était d'arriver au pouvoir dans l'État, dans chaque État séparément, et dans une deuxième phase transformer le monde.

Il faudra attendre entre 1945 et 1970 pour voir presque l'ensemble des mouvements de la "vieille gauche" arriver au pouvoir. Schématiquement on peut dire que le tiers du monde (l'Est) voit les partis communistes au pouvoir, un autre tiers (le Sud) les mouvements de libération nationale et le dernier tiers (l'Ouest) les partis sociaux-démocrates au moins par alternance, mais dans une situation telle, que les partis conservateurs prônaient des programmes au contenu quasi social-démocrate.

À l'aube de cette deuxième étape est venu le moment de la désillusion, ce que j'appelle l'effet "mai 68", car j'interprète la révolution mondiale de 68 comme, non seulement une protestation contre l'hégémonie américaine et la collusion soviétique dans cette hégémonie mais également une protestation contre "la vieille gauche" du type "vous nous avez promis ... , une fois venu au pouvoir vous changeriez le monde, vous ne l'avez pas fait, l'inégalité économique perdure, il y a déficit démocratique, ... vous nous avez déçu. À l'avenir si l'on vous soutiendra (et c'est un grand 'si'), ce serait au mieux parce que vous êtes légèrement meilleur qu'un autre et non plus parce que nous croyons davantage à vos promesses de transformation sociale fondamentale".

C'est ainsi que la délégitimation de l'État a commencé, la population ne croyant plus en la réalisation de changements fondamentaux. Cette délégitimation est également caractéristique de la montée en puissance de la criminalité, de la consommation de drogue et de la mafia, ainsi que de l'insécurité personnelle qui a commencé à se faire sentir dans les grandes villes du monde.

Je constate, qu'aujourd'hui la population a tendance à reprendre en main les pouvoirs qui ont été historiquement transféré à l'État, avec, en premier lieu ce que l'on appelle la protection individuelle. La population n'a plus confiance en sa police, avec pour conséquence une circulation d'armes individuelles, l'érection de véritables murs de protection là où vit la bourgeoisie, la constitution de véritables polices privées, le fait que les parents préfèrent envoyer leurs enfants dans des écoles privées suite à l'insécurité et le dégringollement des écoles publiques.

Les conséquences sont : la privatisation de la protection, la privatisation de l'éducation, la privatisation des coûts médicaux, et la population de se deman-

der à quoi sert l'impôt payé à l'État ? Les gouvernements procèdent à des réductions de l'impôt, et on se retrouve véritablement dans l'engrenage d'un cercle vicieux.

Cela aboutit inéluctablement au déclin, à la dérégulation de l'État avec le déclin relatif de ses pouvoirs. Je prétends que cela ne va rien rapporter au capitaliste, la désagrégation de l'État créant le désordre, ennemi néfaste de la possibilité d'accumuler du capital et rend impossible l'imposition de véritables monopoles nécessaires à la constitution du grand profit.

J'ai ainsi dégagé quatre éléments essentiels : Les trois premiers éléments entraînent une diminution du taux de profit. Le quatrième, la désagrégation de l'État, rend plus impossible encore la possibilité de contrarier les trois autres tendances.

Je partage l'opinion du professeur Prigogine lorsque celui-ci décrit une situation éloignée de l'équilibre où chaque action a un impact important. Si l'on ajoute à cela le fait que, les acteurs sont multiples, qu'ils s'orientent dans toute les directions, on aboutit à la définition du chaos, d'où sortira vraisemblablement un jour un nouvel ordre.

Personne ne peut prévoir ce qu'il sera. Cela dépendra de ce que feront les acteurs du monde. Les capitalistes et ceux qui ont une position privilégiée actuellement vont probablement essayer de jouer le jeu "de Lampedusa", c'est à dire changer tout afin de ne rien changer et nous offrir d'autres variétés de modèles sociétaires qui ne seront pas capitalistes mais malgré tout inégalitaires.

Je prétends que les 25 à 50 ans à venir seront une période d'énorme insécurité personnelle, une période noire pour tous ceux qui la vivent, une période d'incertitudes d'où naîtra un ou plusieurs nouveaux ordres d'une dénomination et d'une qualité que l'on ne peut encore prévoir. On peut vouloir et lutter pour une certaine issue mais on ne peut pas le prévoir.

Go to Fernand Braudel Center Homepage

<http://fbc.binghamton.edu/iwbrxcap.htm>